

SP Vorstösse zu den Panama Papers, eingereicht in der Sondersession April 2016

Inhaltsverzeichnis

Motion 16.3328 Jean-Christophe Schwaab Panama Papers : Renforcer l'obligation d'annoncer en cas soupçon de blanchiment	2
Motion 16.3334 Prisca Birrer-Heimo Panama-Papers: Sicherungssteuer auf Finanzflüssen mit Offshore-Gesellschaften	3
Initiative parlementaire 16.433 Carlo Sommaruga Panama Papers: Pour une distinction claire entre les avocats judiciaires et les avocats d'affaires	4
Initiative parlementaire 16.434 Carlo Sommaruga Panama Papers: Pour l'exclusion des sociétés offshore de Suisse	5
Motion 16.3333 Philipp Hadorn Panama-Papers: Zusammenarbeit mit der US-Finanzaufsicht und US-Staatsanwaltschaft	6
Postulat 16.3315 Susanne Leutenegger Oberholzer Register der wirtschaftlich Berechtigten von juristischen Personen und von Trusts	7
Postulat 16.3345 Ada Marra Panama Papers: Publication du rapport de la FINMA sur les Panamas Papers	8
Postulat 16.3321 Margret Kiener Nellen Panama Papers: 177 Milliarden Direktinvestitionen in Offshore-Steuerparadiesen - und kaum Arbeitsplätze ?	9
Interpellation 16.3341 Carlo Sommaruga Panama Papers: Quelle attitude de la Suisse à l'OCDE et le FMI et quelle stratégie pour amener les fraudeurs fiscaux à payer leur dû ?	10
Interpellation 16.3324 Jean Christophe Schwaab Panama Papers: Les soupçons de blanchiment sont-ils annoncés correctement et à temps au MROS ?	11
Interpellation 16.3301 Susanne Leutenegger Oberholzer Panama Papers und die Schweiz	12
Interpellation 16.3305 Cédric Wermuth Panama Papers: Feststellung der wirtschaftlich Berechtigten auf internationaler Ebene voran treiben, Transparenz schaffen, Informationsaustausch mit Offshore-Finanzzentren anstreben	13

Conseil national

Motion [16.3328](#)

Jean-Christophe Schwaab

Panama Papers : Renforcer l'obligation d'annoncer en cas soupçon de blanchiment

La Conseil fédéral est chargé de présenter un projet de loi afin que les intermédiaires financiers aient l'obligation d'annoncer en cas de simples soupçons, et non plus de « soupçons fondés » (cf. art. 9 al. 1 let. a LBA), que des valeurs patrimoniales impliquées dans la relation d'affaires proviennent d'une infraction réprimée par l'art. 9 LBA.

Développement :

Les « panama papers » ont montré que l'inventivité des personnes qui souhaitent échapper à leur obligation de contribuer au bien commun ne connaît pas de limite et que la Suisse reste une des plaques tournantes de ces manigances. Il est donc capital que les intermédiaires financiers aient l'obligation d'annoncer toute transaction suspecte et que les critères d'annonce ne soient pas trop restrictifs.

L'avant-projet de législation de mise en œuvre des principes du GAFI (cf. 13.106) prévoyait une obligation d'informer sur la base de simples soupçons, comme c'est p. ex. le cas dans la Principauté du Liechtenstein. De tels soupçons devraient par exemple exister dès que l'on se trouve présence d'instruments tels que des sociétés offshore, en particulier en cas de cascades de sociétés (souvent des sociétés-écran) se détenant les unes les autres. Or, le seuil d'intervention finalement retenu à l'art. 9 LBA, le « soupçon fondé », est beaucoup trop élevé. Cela explique notamment pourquoi il y a si peu d'annonces au MROS.

Le seuil d'annonce élevé est encore plus problématique si l'on considère la nouvelle procédure qui suit l'annonce : les valeurs patrimoniales concernées ne sont plus bloquées, et l'intermédiaire financier doit exécuter les ordres de son mandant. Mais, quoi qu'il en soit, ce n'est pas le soupçon, même fondé, qui détermine si une procédure pénale est au final ouverte ; cela reste une décision du MROS de transmettre ou non le cas à l'autorité pénale compétente.

Nationalrat

Motion [16.3334](#)

Prisca Birrer-Heimo

Panama-Papers: Sicherungssteuer auf Finanzflüssen mit Offshore-Gesellschaften

Der Bundesrat wird beauftragt, auf zwischen der Schweiz und juristischen Konstrukten mit Sitz in einem Staat bzw. einer Jurisdiktion, welche von der Schweizerischen Nationalbank als Offshore-Finanzzentrum identifiziert ist und mit dem kein Abkommen über den automatischen Informationsaustausch angewendet wird, an der Quelle eine Sicherungssteuer von 1 Prozent zu erheben. Diese ist zurückzuerstatten, wenn die Finanzbeziehungen im Rahmen der Steuererklärung vollständig offen gelegt werden.

Begründung:

Die Enthüllungen aus den Panama-Papers legen die Vermutung nahe, dass sehr bedeutende Summen in juristischen Konstrukten in Panama und weiteren Offshore-Finanzzentren parkiert sind, um sie dem Zugriff der Strafverfolgungs- und der Steuerbehörden zu entziehen. Angesichts der äusserst effizienten Finanzindustrie in der Schweiz und anderen Finanzplätzen gibt es keine wirklich stichhaltige Begründung, um zur Abwicklung legaler Geschäfte die Dienstleistungen der kaum regulierten Offshore-Finanzzentren zu beanspruchen.

In der internationalen Diskussion gewann deshalb der Lösungsansatz an Beachtung, auf Finanztransaktionen mit Offshore-Finanzzentren an der Quelle eine bescheidene Sicherungssteuer zu erheben. Diese soll – vergleichbar der Verrechnungssteuer – zurückerstattet werden, wenn die entsprechenden Finanzbeziehungen im Rahmen der Steuererklärung vollständig offen gelegt werden.

Die Schweizerische Nationalbank definiert in ihrer Statistik der schweizerischen Direktinvestitionen im Ausland die Offshore-Finanzzentren wie folgt: In Europa: Gibraltar, Guernsey, Jersey und Insel Man. In Amerika: Anguilla, Bahamas, Barbados, Bermuda, Britische Jungferninseln, Curaçao, Kaimaninseln, Montserrat, Panama, St. Kitts und Nevis, St. Martin; ab 2000 inkl. Amerikanische Jungferninseln, Antigua und Barbuda, Belize, Dominica, Grenada, St. Lucia, St. Vincent und die Grenadinen, Turks- und Caicos-Inseln; ab 2011 inkl. Aruba, exkl. Bonaire, St. Eustatius und Saba, Jamaika.

Conseil national

Initiative parlementaire [16.433](#)

Carlo Sommaruga

Panama Papers: Pour une distinction claire entre les avocats judiciaires et les avocats d'affaires

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante :

Il est légalement opéré une distinction entre les avocats – auxiliaires de la justice – inscrits au barreau des avocats, plaidant devant les tribunaux civil, pénal et administratif, bénéficiant du secret professionnel et les avocats d'affaires qui ne peuvent plaider devant les tribunaux et ne sont pas au bénéfice du secret professionnel.

Les deux activités ne peuvent être exercées conjointement. Tout exercice simultané de ces activités est pénalement sanctionné.

Développement :

Dans sa conception de base fondamentale, l'avocat est un auxiliaire de la justice pour que celle-ci soit rendue sereinement et équitablement, dans l'intérêt des justiciables et de la collectivité. Son rôle premier et essentiel est de représenter et d'assumer la défense des intérêts d'une partie dans le cadre d'un conflit jusqu'à devant les tribunaux. Cette louable activité doit être couverte de manière absolue par le secret d'professionnel afin de garantir la protection des intérêts des parties au conflit et de permettre à l'avocat d'assumer au mieux la défense de son client.

Les révélations des Panama Papers ont montré une fois encore - en Suisse comme à l'étranger - le rôle actif et trouble d'avocats dans la mise en œuvre de sociétés offshore dont l'objectif était clairement de cacher la commission d'actes pénalement répréhensibles (par ex: société offshore cachant un tableau spolié) ou de contournement délibéré de l'obligation de payer ses impôts dans son pays (cas nettement plus commun). Ces agissements pour certains de manière évidente pénalement répréhensibles relèvent d'une activité de conseil, totalement hors champ judiciaire. De telles activités peuvent d'ailleurs être réalisées sans autre par un économiste ou un comptable, sans nécessité d'être avocat et inscrit au barreau. Or, ces économistes et comptables ne bénéficient pas du secret professionnel.

Les révélations des Panama papers démontre une fois de plus que la double fonction d'avocat judiciaire et avocat d'affaires permet aisément de tirer partie du secret professionnel pour ne pas divulguer aux autorités pénales, civiles ou administratives des faits pourtant essentiels pour la justice et l'équité.

Pour éviter toute collusion, même involontaire, il se justifie de séparer de manière formelle l'exercice des fonctions forts distinctes d'avocat judiciaire soumis au secret professionnel d'une part et des personnes exerçant une activité commerciale d'affaires avec titre d'avocat mais n'agissant pas comme auxiliaire de la justice.

Conseil national

Initiative parlementaire [16.434](#)

Carlo Sommaruga

Panama Papers: Pour l'exclusion des sociétés offshore de Suisse

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante :

La loi sur les banques, la loi sur le blanchiment d'argent, le code pénal suisse et toute autre loi entrant en considération sont modifiées afin d'interdire, en Suisse, à quiconque, notamment aux banques, aux intermédiaires financiers, aux transitaires, aux dépositaires, aux avocats et aux notaires, toute activité, soit notamment toute opération de nature juridique ou financière avec des personnes morales qui d'une part ont leur siège dans un Etat ou une juridiction que le FMI ou FSF identifient comme un centre financier offshore et avec lequel la Suisse n'a pas conclu un accord d'échange automatique de renseignements en matière fiscale relatifs aux comptes financiers et dont l'ayant droit économique n'est soit pas identifiable publiquement, soit pas enregistré dans un registre ad hoc non public en Suisse auquel la FINMA, le MPC ou tout autre organisme public désigné par la loi, a l'accès.

Développement : L'activité économique productrice de richesse n'a aucunement besoin de constructions juridiques opaques pour fonctionner. L'opacité reposant notamment sur les sociétés offshore ne sert qu'à occulter des opérations financières, légales ou non, criminelles ou non, destinées à occulter des revenus, des capitaux, des biens à l'égard des autorités et à des ayants droit potentiels et plus généralement pour échapper à l'impôt dû.

Depuis la crise financière de 2008, la communauté internationale, tout particulièrement dans le cadre de l'OCDE, s'est finalement lancée dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale. Mais cela reste encore aux balbutiements. Un instrument clé de cette offensive est l'échange automatique de renseignements fiscaux qui touche tous les contribuables. Toutefois, nombre d'Etats, parmi lesquels les paradis fiscaux et les pays les plus vulnérables risquant de devenir une plaque tournante de tous les trafics, ne seront pas soumis à cet échange de renseignements avant de très longues années. Cette situation favorise l'émergence dans ces pays, d'entités juridiques servant d'une part tous ceux qui participent à des opérations de corruption ou d'évasion de l'impôt et d'autre part les réseaux financiers criminels de tout genre en perpétuelle recherche de mécanisme de blanchiment d'argent.

La Suisse en s'engageant dans ce processus international, qui concerne aussi le paiement des impôts par les multinationales, a fait sien la stratégie de l'argent propre. Dans cette perspective et afin de protéger l'image de la Suisse régulièrement écornées par des affaires de circuits financiers illégaux ou criminels, voire terroriste.

Il est donc indispensable d'empêcher que les constructions juridiques offshore puissent être utilisées en Suisse lorsque celles-ci ne relèvent pas d'un pays avec lequel la Suisse a conclu un accord d'échange automatique d'information. Cela évite de collaborer avec des entités juridiques étrangères soumises de fait à des autorités fiscales jugées incompétentes par la Suisse au point de ne pas pouvoir conclure un accord d'échange d'informations fiscales. L'exclusion du paysage juridique suisse de sociétés étrangères est par ailleurs prévue les cas où l'ayant droit économique réel n'est pas connu ou ne peut pas être connu par une autorité de contrôle.

Nationalrat

Motion [16.3333](#)

Philipp Hadorn

Panama-Papers: Zusammenarbeit mit der US-Finanzaufsicht und US-Staatsanwaltschaft

Der Bundesrat wird beauftragt, in Zusammenarbeit mit der FINMA und der Bundesanwaltschaft über ein Amts- oder Rechtshilfeverfahren mit der US-Finanzaufsicht des Staates New York und der US Staatsanwaltschaft des südlichen Distrikts von New York in Erfahrung zu bringen, ob Schweizer Finanzintermediäre und/oder weitere Dienstleister in ihrem Geschäftsverkehr mit der Offshore-Anwaltskanzlei Mossack Fonseca & Co in Panama die Aufsichts-, Steuer- und strafrechtlichen Vorgaben der Schweiz eingehalten haben.

Begründung:

Die Finanzaufsicht des Staates New York (DFS) hat am 22. April 2016 Abklärungen gegen 13 US- und ausländische Banken eingeleitet, darunter die in den USA tätige Tochter der Credit Suisse. Sie verlangt die Herausgabe aller Mails, Briefe, Verzeichnisse der Telefongespräche und Überweisungen an Offshorefirmen und -trusts im Zusammenhang mit der Panama-Kanzlei Mossack Fonseca & Co. Dies berichtete die Agentur Bloomberg mit Hinweis auf zwei Quellen.

Gegenüber Schweizer Medien wurde die US-Abklärung von dritter Seite bestätigt. Ein Verdacht wurde nicht deklariert. Doch gemäss Quellen will die US-Behörde klären, ob die Banken mithilfe der Trusts und anderer Offshore-Konstrukte zur Steuergeldwäscherei beigetragen haben. Die CS will sich dazu nicht äussern. Beihilfe zur Steuerhinterziehung ist seit 2016 auch in der Schweiz strafbar, sofern mehr als 300'000 Franken pro Jahr hinterzogen wurden.

Der Guardian berichtete bereits am 20. April 2016, dass auch die US Staatsanwaltschaft des südlichen Distrikts von New York eine Strafuntersuchung eröffnet hat, um alle Angelegenheiten zu prüfen, die mit den Enthüllung der zahlreichen Dokumenten der Offshore-Anwaltskanzlei Mossack Fonseca & Co in Panama (so genannte "Panama-Papers") bekannt geworden sind. Der Bundesrat wird eingeladen, auch die Erkenntnisse aus dieser Strafuntersuchung in seine Abklärungen einfliessen zu lassen.

Nationalrat

Postulat [16.3315](#)

Susanne Leutenegger Oberholzer

Register der wirtschaftlich Berechtigten von juristischen Personen und von Trusts

Der Bundesrat wird eingeladen, in einem Bericht darzulegen wie die Transparenz über die wirtschaftlich Berechtigten bei juristischen Personen, bei Rechtskonstruktionen wie Trusts und vergleichbaren Rechtsinstituten und Offshore-Konstruktionen verbessert werden kann. Dabei ist auch sicherzustellen, dass diese Informationen öffentlich zugänglich sind.

Begründung:

Die revidierten GAFI-Richtlinien verlangen, dass die wirtschaftlich Berechtigten von juristischen Personen erfasst werden. Mit einer komplexen Gesetzesrevision, die auf den 1.1.2016 in Kraft getreten ist, hat das Parlament dem Begehren von GAFI ansatzweise Rechnung getragen. Auch im Zusammenhang mit den Panama-Papers zeigt sich erneut, dass mit der in der Schweiz gewählten Lösung keine wirkliche Transparenz hergestellt werden kann. Es fehlt ein öffentlich zugängliches Register über die wirtschaftlich berechtigten Individuen aller juristischen Personen.

Völlig fehlt zudem die Transparenz über die wirtschaftlich Berechtigten, die hinter Rechtskonstruktionen wie den Trust stehen. Diese werden über die Transparenzvorschriften der juristischen Personen nicht erfasst. Die Unterstellung unter einen Finanzintermediär und die Registrierungspflicht durch die Finma (vgl. Antwort des Bundesrats 13.3356) sichert noch keine öffentliche Transparenz über die jeweils wirtschaftlich Berechtigten.

Die Transparenz und die damit verbundene öffentliche Kontrolle ist der beste Schutz vor Missbräuchen und vor Rechtskonstrukten, die zur Verdeckung illegaler Geschäfte dienen. Dieses Anliegen entspricht auch den Forderungen vieler Staaten, wie sie nach der Publikation der Panama Papers formuliert worden sind.

Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, in einem Bericht darzulegen, wie die öffentliche Transparenz über die wirtschaftlich Berechtigten bei den verschiedenen Rechtskonstrukten heute geregelt ist und wie sie verbessert werden kann. Dabei sind auch die entsprechenden internationalen Bemühungen zu berücksichtigen.

Conseil national

Postulat [16.3345](#)

Ada Marra

Panama Papers: Publication du rapport de la FINMA sur les Panamas Papers

Le Conseil fédéral est invité à rendre public le moment venu le rapport de la FINMA concernant les investigations sur les Panamas papers et à faire ses recommandations qui en découlent sur la façon dont le blanchiment d'argent mondial et l'évasion fiscale doit être combattu.

Développement :

Un des leviers dissuasifs pour les banques, c'est celui de préserver leur réputation. Réputation qui doit être irréprochable dans le marché financier mondial. Publier les résultats des bons et mauvais élèves aura un effet sur le comportement des banques. C'est une constante déjà aujourd'hui. Même le directeur de la FINMA en convient dans la NZZ du 7 avril 2016. "Das Risiko, dass Gelder in der Schweiz gewaschen würden, nehme zu. Und die Banken würden oft erst aktiv, wenn die Medien über solche Fälle berichteten" ... "28% der Hinweise über verdächtige Gelder gingen auf Zeitungsartikel zurück, sagte er mit Verweis auf Daten der Meldestelle für Geldwäscherei." ... "Branson forderte die Banken auf, zweifelhafte Kundenbeziehungen oder Transaktionen vermehrt von sich aus zu melden".

Face aux révélations qui risquent encore d'entacher la place financière Suisse, il est temps de rendre public si les comportements des institutions financières ont vraiment évolués. Cela sera positif pour celles dont les efforts ont été réels. De plus, publier également les recommandations faites par la FINMA pour faire en sorte que le blanchiment d'argent ou l'évasion fiscale soient combattues, permettra aux différents cercles (politiques, société civile, institutions) de se faire une opinion sur l'efficacité et la nature des changements demandés pour combattre ces pratiques.

Il s'agira ainsi de savoir si notre système anti-blanchiment ou de lutte contre l'évasion fiscale doit être encore amélioré. La publication d'un tel rapport aiderait à informer et rassurer la population que les autorités compétentes prennent au sérieux ces graves évènements.

Nationalrat

Postulat [16.3321](#)

Margret Kiener Nellen

Panama Papers: 177 Milliarden Direktinvestitionen in Offshore-Steuroasen - und kaum Arbeitsplätze ?

Der Bundesrat wird eingeladen, zu prüfen und Bericht zu erstatten über Ausmass und Hintergründe

- der schweizerischen Direktinvestitionen in Offshore-Steuroasen
- der schweizerischen Direktinvestitionen in Holdingstandorten wie Niederlande, Luxemburg etc.
- der Anzahl dadurch generierter Arbeitsplätze als Indikator dafür, ob diese Direktinvestitionen in reale Betriebsstätten geflossen sind oder vermutungsweise illegalen Zwecken gedient haben
- welche Schlussfolgerungen sich daraus für den Vollzug der Ziele ergeben, welche die Schweiz in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei, Korruption, Steuervermeidung und Terrorismusfinanzierung verfolgt.

Begründung:

Gemäss Nationalbankstatistik lagen per Jahresende 2014 rund 177 Milliarden Franken in den europäischen und amerikanischen Offshore-Finanzzentren. Sie schufen dort weniger als 5'000 Arbeitsplätze. Weitere 224 Milliarden Franken waren in Luxemburg und Niederlanden parkiert und schufen dort weniger als 26'000 Arbeitsplätze. Insgesamt waren 38% sämtlicher schweizerischer Direktinvestitionen von über 1'050 Milliarden Franken in Offshore-Steuroasen sowie Luxemburg und den Niederlanden parkiert. Sie schufen dort aber nur 1.55% aller Arbeitsplätze, welche auf schweizerische Direktinvestitionen zurückzuführen sind.

Ich ersuche den Bundesrat, diese statistischen Angaben der Nationalbank zu überprüfen und die Hintergründe dieser gigantischen Kapitalexperte auszuleuchten. Aufgrund jüngster Enthüllungen wie die Panama-Papers, Luxleaks, Swissleaks usw. ist die Vermutung stark, dass es sich dabei um keine Direktinvestitionen in die Realwirtschaft handelt, was auch durch die Zahlen der Schweizerischen Nationalbank über die äusserst geringe Zahl dadurch geschaffener Arbeitsplätze nahegelegt wird. Vielmehr liegt aufgrund der neusten Enthüllungen die Vermutung nahe, dass diese gigantischen Summen in den betreffenden Offshore-Finanzzentren und Holding-Standorten parkiert worden sind, um sie vor dem Fiskus und vor den Strafverfolgungsbehörden zu verstecken. Es ist notorisch, dass Schwarzgeld und Kaderlöhnteile auch aus der Schweiz in Offshore-Steuroasen verschoben wird. Zudem gibt es kaum einen internationalen Korruptionsskandal, in dem nicht Akteure aus der Schweiz involviert sind.

Der Bundesrat wird eingeladen, die Zahlen offenzulegen und seine Schlussfolgerungen mit Blick auf seine Weissgeldstrategie zu ziehen.

Conseil national

Interpellation [16.3341](#)

Carlo Sommaruga

Panama Papers: Quelle attitude de la Suisse à l'OCDE et le FMI et quelle stratégie pour amener les fraudeurs fiscaux à payer leur dû ?

Dès la publication des Panama papers, des responsables publics du monde entier ont demandé à l'OCDE de convoquer une réunion spéciale du Réseau JITSIC (Joint International Tax Shelter Information and Collaboration) afin de réfléchir aux possibilités de coopération et d'échange d'informations, d'identifier les risques de fraude fiscale et de décider d'une action conjointe, à la lumière des révélations des «Panama Papers». Cette réunion s'est tenue à Paris le 13 avril 2016 et a rassemblé de hauts responsables d'administrations fiscales de pays du monde entier.

La Suisse y a-t-elle participé ?

Si oui, quel point de vue a-t-elle défendu quant à la possibilité d'une démarche conjointe de pays membres de l'OCDE pour accéder à la base de donnée des "Panama Papers" ?

Si non, pourquoi ?

Dans la mesure où le communiqué final de la rencontre publié sur le site de l'OCDE indique que chaque pays agira de son côté selon ses propres règles légales, quelle est la stratégie mise en place par le DFF pour obtenir l'accès à cette base de données et ainsi d'une part démasquer les fraudeurs fiscaux en Suisse et d'autre part encaisser les impôts non payés à un moment où les caisses de la Confédération ont un grand besoin ?

Conseil national

Interpellation [16.3324](#)

Jean Christophe Schwaab

Panama Papers: Les soupçons de blanchiment sont-ils annoncés correctement et à temps au MROS ?

Je pose au Conseil fédéral les questions suivantes :

1. Pourquoi y a-t-il en Suisse si peu d'annonces de soupçons de blanchiment par des intermédiaires financiers ?
2. Comment le MROS explique-t-il que près d'un tiers des annonces (28% en 2014) surviennent après avoir été évoquées dans les médias ?
3. Combien de temps après l'évocation des soupçons dans les médias le MROS reçoit-il en général l'annonce ?
4. Cela signifie-t-il que les intermédiaires financiers concernés connaissaient les soupçons, mais ont retenu l'information ? Est-ce légal ? Si tel n'est pas le cas, quelles sont les sanctions ?
5. Cela signifie-t-il que des soupçons pourtant fondés de blanchiment d'argent ne donnent jamais lieu à une annonce au MROS parce que les médias n'en ont pas été informés ou n'en ont pas parlé ? Si oui, que compte faire le Conseil fédéral ?
6. La publication des soupçons dans les médias est-elle un critère pour qu'un soupçon auparavant non fondé devienne fondé au sens de l'art. 9 al. 1 let. a LBA, ce qui génère l'obligation d'annoncer ?
7. Le MROS est-il prêt à mener des investigations détaillées afin de savoir pourquoi les intermédiaires financiers font leurs annonces uniquement après évocation des cas dans les médias ou suite à des informations fournies par des tiers ? Quelles mesures préconise-t-il afin que la part des annonces provenant directement des intermédiaires financiers augmente ?
8. Selon les données du MROS, la part des annonces qui se fondent seulement sur une prestation interne de la banque se monte à 18%. Comment le Conseil fédéral explique-t-il ce chiffre très bas ?
9. Mark Branson, directeur de la FINMA, a, dans le cadre de la conférence de presse annuelle, affirmé qu'il faudrait „revoir de fond en comble le droit d'annonce“. Il a également affirmé que „la FINMA constate que les risques de blanchiment augmentent, notamment en lien avec les clients des pays émergents“. Le Conseil fédéral partage-t-il cet avis et quelles mesures préconise-t-il ?

Nationalrat

Interpellation [16.3301](#)

Susanne Leutenegger Oberholzer

Panama Papers und die Schweiz

11,5 Millionen Dateien der Anwaltskanzlei Mossack Fonseca sind in Panama geleakt worden. Bei Mossack Fonseca wurden Daten von 215'000 Gesellschaften, Stiftungen, Trusts etc. in 21 Steueroasen aufgedeckt. Davon weisen 34'000 einen Bezug zur Schweiz auf. Offshore Rechtskonstrukte dienen Unternehmen und Privaten zu legalen aber auch zu illegalen Zwecken. Bekannt sind Finanzierungen, Steueroptimierungen und -hinterziehungen, Geldwäscherei etc. Finanzminister Ueli Maurer äusserte in einer Stellungnahme die Ansicht, er sehe kein Problem, wenn Reiche in Steuerparadiesen Scheinfirmen gründeten, um Steuern zu sparen. Wörtlich: «Man muss diese Möglichkeiten schaffen.»

Der Bundesrat wird um die Beantwortung folgender Fragen gebeten:

1. Wie beurteilt der Bundesrat die Existenz von Offshore Finanzplätzen? Teilt er die Ansicht von Finanzminister Ueli Maurer (s.o.), es brauche Offshore Finanzplätze, oder ist er nicht vielmehr auch der Ansicht, dass viele Offshore Plätze für illegale Transaktionen und Steuerumgehungen genutzt werden?
2. An ihrer Tagung in Washington forderten die Finanzminister der wichtigsten Industrie- und Schwellenländer (G20) in ihrer Abschlusserklärung den Kampf gegen Steueroasen und Briefkastenfirmen. Unterstützt der Bundesrat diese Aktivitäten und mit welchen Massnahmen?
3. Das GWG ist auf den 1. Januar 2016 in Anpassung der neuen GAFI-Richtlinien revidiert worden. Drängen sich aufgrund der Erkenntnisse der Panama Papers und/oder Länderprüfung Anpassungen auf? Das gilt insbesondere für die integrale Unterstellung der Anwälte und Notare, die Meldepflicht nach Art. 9 Abs. 2 GWG und die Schaffung von mehr Transparenz.
4. Die Finma stellt fest, dass das Risiko der Geldwäscherei in der Schweiz zugenommen hat. Bei 14 Banken ortet sie ein Geldwäschereirisiko (7.4.2016). Wie kann man das Risiko verringern? Hat die Finma genügend Kompetenzen und Ressourcen? Wie ist die Aufsicht durch die SRO zu beurteilen?
5. Für Deutschland wird der Verlust an Steuersubstrat durch Briefkastenfirmen und vergleichbare Konstrukte auf mindestens 160 Milliarden Euro jährlich geschätzt. Gibt es entsprechende Schätzungen für die Schweiz?
6. Was kehrt der Bund zur Aufdeckung allfälliger Straftaten, die mit den Panama-Papers zu Tage getreten sind, vor?
7. Teilt der Bundesrat die Ansicht, dass die Schweiz alles Interesse an einem sauberen Finanzplatz hat, der alle illegalen Geschäfte abwehrt?

Nationalrat

Interpellation [16.3305](#)

Cédric Wermuth

Panama Papers: Feststellung der wirtschaftlich Berechtigten auf internationaler Ebene voran treiben, Transparenz schaffen, Informationensaustausch mit Offshore-Finanzzentren anstreben

Der Bundesrat wird im Zusammenhang mit der Affäre um die so genannten „Panama Papers“ um die Beantwortung folgender Fragen gebeten:

I) Wie viele Kundenbeziehungen bestehen derzeit bei Schweizer Finanzinstituten (im In- und Ausland), bei denen der Vertragspartner eine Offshore-Firma ist? Mit welchen Offshore-Finanzplätzen bestehen Beziehungen nennhaften Ausmasses?

II) Wie setzt sich der Bundesrat auf internationaler Ebene für den verbesserten Austausch von Informationen über die wirtschaftliche Berechtigten an Offshorekonstrukten ein? Wird er bei entsprechenden Initiativen von Ländergruppen mitwirken?

III) Wie gedenkt sich der Bundesrat auf internationaler Ebene für öffentlich zugängliche Register von jene Personen einzusetzen, welche die tatsächliche Kontrolle über eine juristische Person ausüben und damit gemäss der internationalen Definition der Gafi als wirtschaftlich Berechtigte gelten? Sieht er bezüglich solcher öffentlicher Register Handlungsmöglichkeiten im Inland?

IV) Ist der Bundesrat bereit Verhandlungen mit Panama und anderen Offshore-Finanzzentren a) über den Austausch von Informationen über die wirtschaftlich Berechtigten an Offshore-Gesellschaften und b) über die Einführung des automatischen Informationsaustausches einzuleiten?

V) Aus der Schweiz stammen am zweitmeisten Finanzintermediäre, welche über die Anwaltskanzlei Mossack Fonseca Briefkastenfirmen eingerichtet haben. Unter den zehn Banken, die am meisten Offshore-Konstrukte verkauft haben, finden sich vier, die der FINMA unterstehen. Geht der Bundesrat davon aus, dass alle Schweizer Kunden der Anwaltskanzlei Mossack Fonseca ihre gesetzlichen Sorgfaltspflichten vollumfänglich wahrgenommen haben? Sieht er politischen, administrativen und gesetzlichen Handlungsbedarf?

VI) Laut Medienberichten verteidigen Rechtsanwälte aus der Schweiz dubiose Gesellschaften, die sie selbst ins Leben gerufen haben oder gar direkt oder indirekt selbst verwalten. Rollenkonflikte ergeben sich namentlich dann, wenn Rechtsanwälte mit gemischten Mandaten gleichzeitig Geld verwalten und als Finanzintermediäre dem Geldwäschereigesetz unterstehen, gleichzeitig denselben Klienten aber in Rechtsverfahren als Rechtsanwälte zur Seite stehen und in dieser Tätigkeit dem Berufsgeheimnis unterstehen. Was kehrt der Bundesrat vor, damit diese unterschiedlichen Rollen gesetzlich und in der Aufsicht klarer unterschieden werden?